

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'INTERIEUR, SECURITE, DECENTRALISATION ET
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
COMMISSION NATIONALE DE CONTROLE DES ARMES LEGERES
ET DE PETIT CALIBRE ET DE REDUCTION DE VIOLENCE ARMEE
« CNC – ALPC »



RAPPORT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
SUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION
DES NATIONS UNIES ET DU PROTOCOLE DE NAIROBI
EN VUE DE PREVENIR, COMBATTRE
ET ELIMINER LE COMMERCE ILLICITE DES ARMES LEGERES
ET DE PETIT CALIBRE SOUS TOUS SES ASPECTS

DECEMBRE 2011

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Son Excellence Monsieur Joseph KABILA KABANGE



Président de la République

Capitale : Kinshasa

Superficie : 2.345.410 km²

Population : 60.000.000 d'habitants

Densité absolue : 25 Hab. /km²

Langue Internationale : Français

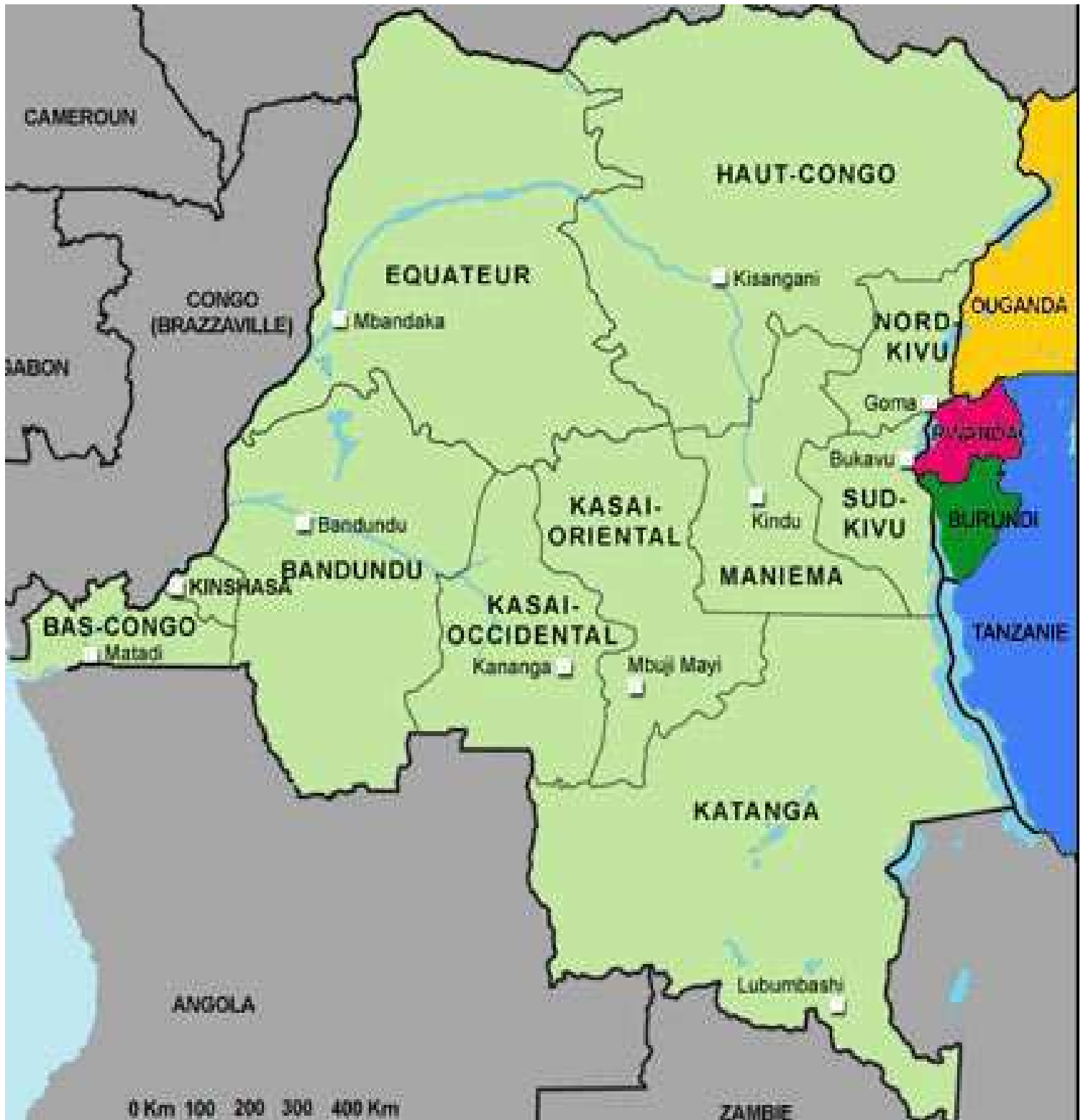
Langues Nationales : Lingala, Kiswahili, Tshiluba, Kikongo

Composition ethnique : Plus de 400 Groupes Ethniques.

Religions : Catholiques 50%, Protestants 20%, Kimbanguistes 10%,

Musulmans 10%, Les autres groupes religieux 10%

CARTE POLITIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



NOTE D'ABREVIATION

RDC : République Démocratique du Congo

OL : Ordonnance – loi

PN : Plan National

ALPC : Armes Légères et de Petit Calibre

POA : Programme d'Action des Nations Unies

CNC : Commission Nationale de Contrôle des ALPC

NU : Nations Unies

AM : Axes Majeurs

FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo

PNC : Police Nationale Congolaise

PNDDR : Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion

MONUC : Mission des Nations Unies au Congo

PAREC : Programme Œcuménique de Paix, Transformation des Conflits et
Réconciliation

ONG : Organisation Non Gouvernementale

CONADER : Coordination Nationale de Démobilisation et Réinsertion

IST : Infection Sexuellement Transmissible

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

CEEAC : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale

COPAX : Conseil de Paix en Afrique Centrale

MARAC : Mécanisme d'Alerte Rapide en Afrique Centrale

SADC : Centre de Développement de l'Afrique Australe

COMESA : Organisation pour le Commerce en Afrique Australe

OFIDA : Office des Douanes et Accises

RECSA : Centre Régional de Contrôle des Armes Légères dans la Région de Grands
Lacs, la Corne d'Afrique et les Etats Limitrophes

INTRODUCTION

Les Nations Unies recommandent chaque année à tous les Etats parties de préparer un rapport d'activité en vue d'une appréciation des efforts de cet Etat face aux Recommandations et aux normes internationales.

La République Démocratique du Congo pays post conflit et membre des Nations Unies ne peut se dérober de cette exigence.

Ce rapport couvre une période qui va du 1er Janvier au 31 Décembre 2010 et 2011, offre également à la République Démocratique du Congo une occasion de présenter aux Nations Unies, au Centre Régional de Contrôle des Armes Légères dans la Région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les Etats Limitrophes « RECSA », l'effort fourni dans la mise en œuvre du Programme d'Action des Nations Unies 2001 et du Protocole de Nairobi 2004.

Le rapport indique exhaustivement les outils normatifs en vigueur liés aux ALPC, il apporte des recommandations pour l'amélioration du cadre législatif de base similaire dans la Sous Région, et pour la mise en place de standards techniques nationaux issus des divers Protocoles Internationaux en matière des Armes Légères et de Petit Calibre. En effet, la possession, la circulation et le trafic illicite des ALPC nourrissent non seulement la criminalité, la violation des droits fondamentaux et le conflit à caractères ethno- politiques mais aussi une situation d'insécurité généralisée « guerre à faible intensité » qui anéantit les chances d'un développement durable. La grande quantité d'armes légères en circulation après le conflit armé en République Démocratique du Congo risque de compromettre les efforts de la reconstruction post-conflit initiée par les autorités du pays. Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo s'est engagé depuis l'avènement au pouvoir du Chef de l'Etat **Son Excellence le Président Joseph KABILA KABANGE** à une résolution pacifique de la situation politico-militaire de conflit prévalant sur le territoire Congolais. Ce processus a abouti aux opérations de PNDDR, des récupérations des ALPC et de leur destruction.

Malgré les réalisations remarquables observées au cours de la mise en œuvre des diverses activités, la prolifération des ALPC illicites demeure une triste réalité en République Démocratique du Congo, avec 10.300 Km² de frontières, 10 pays voisins et plus de 60.000.000 d'habitants ; du fait de leur facilité d'acquisition par des rebelles opérant dans le territoire de la République Démocratique du Congo et la menace qu'elles constituent pour la sécurité humaine.

La République Démocratique du Congo est dans sa phase embryonnaire, il reste beaucoup à faire pour l'éradication de la problématique des ALPC. Notre pays, la République Démocratique du Congo est entrain de faire de progrès dans ce domaine en matière de conformité aux exigences du Programme d'Action des Nations Unies 2001 et du Protocole de Nairobi 2004.

Nous sommes confiants que les conflits avec l'effort déployé par le chef de l'Etat et le Gouvernement, s'achèveront définitivement et que la paix est entrain de revenir en République Démocratique du Congo, dans la sous région de l'Afrique Centrale et en même temps, les efforts d'éradication des armes illicites qui aggravent l'insécurité connaissent de plus en plus de succès.

La Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre en sigle « CNC – ALPC » à travers son Secrétaire Permanent, voudrait exprimer sa profonde gratitude au Président de la République Démocratique du Congo , Chef de l'Etat, au Gouvernement de la République et à la Réunion Ministérielle de la CNC-ALPC à savoir : le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Aménagement du Territoire ; le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ; pour les efforts et actions louables consentis dans ce domaine en vue de la réduction de la violence armée en RD Congo.

Nous voudrions également au nom du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, remercier tous les partenaires essentiels à savoir, le PNUD, RECSA, la République fédérale d'Allemagne, l'Australie, les Etats-Unis, La France, La Belgique et l'ONG/MAG à travers tous les projets initiés sur les Armes Légères et Petit Calibre.

Enfin, nous voudrions assurer à tous les partenaires nationaux et internationaux œuvrant dans le domaine des ALPC que la Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre « CNC-ALPC » reste entièrement engagée dans le processus de mise en œuvre du Programme d'Action des Nations Unies, de la Déclaration de Nairobi, du Protocole de Nairobi et de la Convention de Kinshasa afin d'arriver à une République sécurisée dans un continent paisible, indemne de toute prolifération d'armes.

A. NIVEAU NATIONAL

1. ORGANE NATIONAL DE COORDINATION

En République Démocratique du Congo, l'organe de coordination est « La Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de Violence Armée », créée par l'ARRETE INTERMINISTERIEL N°020/2008 du 30/05/2008 portant Création, Organisation et Fonctionnement de la Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de Violence Armée.

2. LE POINT DE CONTACT AU NIVEAU NATIONAL

Monsieur **José IKONGO ISEKOTOKO BOYOO**

-Directeur Expert au Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Aménagement du Territoire.

-Secrétaire Permanent de la Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de Violence Armée en République Démocratique du Congo.

Téléphone : (+243) 015 167 010 / 815 006 825

E-mail : joseikongo@yahoo.fr /cnc_alpc_rdc@yahoo.fr

Adresse : Avenue Tombalbaye n°41, Immeuble ZEKA 4ème Niveau
Commune de Gombe

• CONTEXTE DE CREATION

Dans le cadre de la politique nationale de Lutte Contre la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de la Violence Armée, et tenant compte du Programme d'Action des Nations Unies et du Protocole de Nairobi, ainsi que des effets néfastes liés à la prolifération des Armes Légères sur le plan économique, social, culturel et environnemental, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, signataire de ces accords, devait créer une structure nationale regroupant tous les acteurs étatiques et ceux de la société civile avec missions de :

- a) Concevoir, coordonner et faire le suivi de la politique nationale sur la lutte contre la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre en République Démocratique du Congo ;
- b) Prévenir, Combattre et éradiquer la fabrication, l'utilisation, la possession et le trafic illicite d'Armes Légères et de Petit Calibre ;
- c) Prévenir l'accumulation excessive d'Armes Légères et de Petit Calibre et la déstabilisation qui pourrait en résulter ;
- d) Faire des suggestions au Gouvernement de la République Démocratique du Congo en vue de l'amélioration du cadre légal et réglementaire sur la mise en œuvre de la politique de lutte contre les Armes Légères et de Petit Calibre ;
- e) promouvoir et faciliter l'échange d'informations et la coopération avec les autres pays, les partenaires nationaux et internationaux, bilatéraux et multilatéraux ainsi que la société dans toutes les questions liées à la prolifération et au trafic illicite des Armes Légères et de Petit Calibre ;
- f) Assurer, avec le concours des services compétents, le contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo ;
- g) Participer aux opérations de désarmement communautaire volontaire ;
- h) Sensibiliser la population sur les études, collecter et gérer des données, analyser et diffuser des informations sur la prolifération des ALPC ;
- i) Veiller à la mise en œuvre du Programme d'Action des Nations Unies sur le commerce illicite des Armes Légères sous tous ses aspects ;
- j) Proposer au Gouvernement les mesures d'exécutions des Résolutions, Décisions et Recommandations prises par les Nations unies et le Centre Régional de Lutte contre les Armes Légères et de Petit Calibre ;

k) Coordonner et prendre part à toutes les actions menées dans le domaine de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre en République Démocratique du Congo ;

l) Mobiliser les ressources financières et matérielles, auprès des bailleurs de fonds et des autres partenaires, pour l'exécution du programme National dans le domaine des Armes légères et petit Calibre.

La Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre est une structure de concertation et de coordination de niveau Ministériel et de partenariat international.

Elle est placée sous la présidence du Ministre ayant l'Intérieur et la sécurité dans ses attributions, assisté du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale et du Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants. Sont Membres de la Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre :

- Le Ministre de l'Intérieur et Sécurité ;
- Le Ministre des Affaires Etrangères ;
- Le Ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants ;
- Le Ministre de la Justice
- Le Ministre des Droits Humains ;
- Le Ministre des Transports et voies de communication ;
- Le Ministre des Finances ;
- Le ministre du Budget ;
- Le ministre du Commerce Extérieur ;
- Le Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme ;
- Le Ministre des Affaires Sociales ;
- Le Ministre de la Famille, Genre et de l'Enfant ;
- Deux délégués de la société civile ;

Les autres membres de droit sont les ambassadeurs et chefs de missions Diplomatiques, les représentants des organisations internationales et agences de Coopération intéressés dans le domaine de lutte contre la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de Violence Armée et les représentants des organisations non gouvernementales internationales qui en formulent expressément la demande ou sont invités pour leur expertise.

La Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre « CNC– ALPC » comprend 4 organes suivants :

- Réunion Ministérielle ;
- Le Secrétariat Permanent ;
- Les Antennes Provinciales ;
- Les Groupes de Travail.

La réunion ministérielle est l'organe de conception et des décisions en matière de Politique nationale de lutte contre la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de Violence Armée.

Le secrétaire permanent prépare les réunions de la CNC – ALPC, la présentation des travaux et leurs termes de référence.

Il supervise les antennes provinciales, les groupes de travail, évalue leurs activités et rend compte à la réunion ministérielle. En cas de besoin, il propose la dissolution des groupes de travail.

Il est assisté, dans ses fonctions, par trois directeurs provenant des ministères membre de la réunion ministérielle et chargés respectivement de :

- L'Administration et Finances ;
- La Planification, Communication et Presse
- La logistique.

Le secrétariat Permanent, dispose d'un personnel d'Appui recruté sur base de la disponibilité budgétaire et du volume de travail.

3. LOIS, RÉGLEMENTATIONS ET PROCÉDURES

La République Démocratique du Congo accuse une faiblesse dans ce volet. Actuellement elle ne travaille que sur l'Ordonnance – Loi n°085/035 portant régime des Armes et munitions, texte dépassé. Malgré ces insuffisances et imperfections, elle constitue le Texte de base sur les armes en République Démocratique du Congo. Le Parlement a adopté la proposition de la Loi sur les ALPC en REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO et ne reste que sa promulgation par le Chef de l'Etat.

En outre, la République Démocratique du Congo a signé et ratifié le Protocole de Nairobi pour la Prévention, le Contrôle et la Réduction des Armes Légères dans la Région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les Etats Limitrophes du 21 Avril 2004. La République Démocratique du Congo a également adopté à la 28 Réunion Ministérielle du Comité Consultatif des Nations Unies sur les Questions de Sécurité en Afrique Centrale, un code de conduite des forces des défenses et de sécurité en Afrique Centrale, adopté et signé la Convention de Kinshasa sur les ALPC.

Quelles sont les lois, réglementations et procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur les Armes Légères dans les domaines suivants (Programme d'Action, section II, § 2).

Lois, réglementations et décrets nationaux

- Fabrication
- Exportation
- Importation
- Transit
- Réexpédition

Les références et les commentaires sur ces domaines sont amplement expliqués dans le rapport d'analyse de la République Démocratique du Congo, effectué par le PNUD et la RDC en 2007, pp. 34-36 et le rapport du panel des NATIONS UNIES conduit EN 2011 en REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ainsi les Etudes de GRIP/BICC qui ont été menées à l'EST du pays sur le financement des gouvernements Allemand et BELGE , avec comme résultats la circulation

d'au moins 300.000 Armes légères et de petit Calibre dans cette partie du Pays seraient détenues par la population civile.

Domaine	Loi/réglementation/décret	Date d'adoption adoption, entrée en (vigueur, amendement)
Fabrication	Ordonnance-Loi n°85 :035 du 3 septembre 1985 portant régime général des armes et munitions	3 septembre 1985
	<p>En ce qui concerne les aspects commerciaux liés au commerce et la fabrication d'armes, des dispositions légales soumettent l'exercice des dites activités à l'obtention d'une autorisation spéciale du Ministère ayant l'INTERIEUR et la Sécurité dans ces attributions. Dès lors, les armes, les munitions, les éléments et pièces connexes fabriqués, importés, exportés ou en transit revêtent de l'autorité du Chef de l'Etat de la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO , sous la technicité du MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS. Toutes les opérations qui ne respectent pas ces dispositifs sont qualifiés d'illicite et poursuivables par la loi.</p> <p>Une autorisation préalable et l'inscription sont requises pour la fabrication d'armes (art. 13,OL) ; toutes les armes illicitement fabriquées sont soumises à la confiscation par l'État (art. 40, OL) ; les fabricants non autorisés s'exposent également à des peines de servitude pénale(art. 36, OL).</p>	
	Lien internet : www.glin.gov	
Importation	Ordonnance-Loi n°85 :035 du 3 septembre 1985 portant régime général des armes et munitions La loi régleme l'importation, l'exportation, le transit et (...) d'armes et munitions, toutefois elle n'exige pas que les armes faisant l'objet de transit soient marquées. Les armes importées doivent être marquées pour faciliter le traçage de ces armes (article 12).	3 septembre 1985
Exportation	Ordonnance-Loi n°85 :035 du 3 septembre 1985 portant régime général des armes et munitions	3 septembre 1985
	La loi régleme l'exportation et le transit et d'armes et munitions. Toutefois elle n'exige pas que	

	<p>les armes faisant l'objet de transit soient marquées . Les armes exportées doivent être pour respecter les conditions du PoA et dans le souci d'un traçage exigé par les NATIONS UNIES et LES DIFFERENTS PROTOCOLES ET CONVENTIONS signés et souscrit par la RDCONGO. L'exportation temporaire est réglementée par la loi (art. 6 et 7 Ord.).</p> <p>Il importe à signaler qu'il ya une faiblesse dans les dispositions qui interdisent l'exportation des armes et des munitions vers les Etats non-respectueux des droits humains, des libertés fondamentales et du droit international humanitaire (principes régissant les transfert internationaux d'armes).</p>	
Transit	Ordonnance-Loi n°85 :035 du 3 septembre 1985 portant régime des armes et des munitions. en République Démocratique du Congo	3 septembre 1985
	<p>Les ALPC en transit sans permis ou autorisation s'exposent à la saisie (Article 40 OL). Le transit d'une arme est soumis à la production d'une déclaration émanant de l'Etat dans le territoire duquel ces armes et munitions seront utilisées (Article 35, OL).</p> <p>La loi n°085 accuse une faiblesse dans ce domaine qui est comblée par la loi partant réglementation des ALPC en RDCONGO qui est en attente de promulgation par le Chef de l'Etat.</p>	

ii. Quelles mesures qui ont été prises au niveau national pour prévenir la fabrication, le stockage, le transfert et la possession, d'armes légères non marquées ou insuffisamment marquées (PoA, Sect. II, § 23).

Après l'obtention de trois (3) Machines à marquer les Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), la République Démocratique du Congo a lancé le 20 Février 2010, l'Opération de marquage des armes de l'Etat.

La législation congolaise impose aux fabricants de marquer leurs armes et prévoit également l'identification standardisée des Armes Légères et de Petit Calibre. La falsification ou l'effacement illicite, l'altération ou l'enlèvement des marques sont incriminés. Il existe une obligation de marquer les armes légères lors de leur importation, exportation et transit.

4. APPLICATION DES LOIS ET CRIMINALISATION

i) Quelles mesures, législatives ou autres, ont été prises au niveau national pour ériger en infraction pénale au regard du droit interne la fabrication, la possession, le stockage et le commerce illicite d'armes légères (PoA, Section. II, § 3).

Infractions pénales liées aux armes légères illicites sur le plan national

Domaine	Loi/autre mesure	Date d'adoption (adoption, entrée en vigueur, amendement)
Fabrication	Ordonnance-Loi n°85 :035 du 3 septembre 1985 portant régime général des armes et munitions et la LOI portant le Régime des ALPC en RDCONGO de 2010 en attente de la promulgation par le Chef de l'Etat.	3 septembre 1985
	Une autorisation préalable et l'inscription sont requises pour la fabrication d'armes (art.13, OL) ; toutes les armes illicitement fabriquées sont soumises à la confiscation par l'État (art. 40, OL) ; les fabricants non autorisés s'exposent également à des peines de servitude pénale allant de 5 à 10 ans et une amende dépassant 100.000\$(art. 36, OL)	
Possession	Ordonnance-Loi n°85 :035 du 3 septembre 1985 PORTANT Régime des armes et des munitions en RDCONGO	3 septembre 1985
	La possession illicite (sans permis) est punie par loi avec des peines allant de 5 à 10 de servitude pénale et d'une amende allant de 25.000 à 100.000\$ (art.36)	
Stockage	Ordonnance N°85-212 du 3 septembre 1985 portant mesures d'exécution de l'Ordonnance-Loi n°85-035 du 3 septembre 1985 portant régime général des armes et des munitions(art.14).	3 septembre 1985
	Cette réglementation traite du stockage sécurisé des ALPC des forces de défense et de sécurité .Toutefois, certaines dispositions relatives au Stockage sécurisé des ALPC sont prévues actuellement dans les activités et les programmes développés par la RDCONGO. Exemple : Tout marchand d'armes à feu et de munitions doit disposer d'armureries dans son établissement ainsi que d'une chambre forte comportant des	

	des parois en béton armé, une porte métallique équipée d'une serrure de sûreté avec secret et des alvéoles comme prévus au règlement sur les matériels et produits explosifs. La chambre forte doit en outre présenter toutes les garanties voulues contre les soustractions et être agréées par l'administration avant son utilisation comme dépôt des armes et des munitions, sous la supervision de la Base logistique Centrale nationale, notamment en rapport de la pratique de stockage des ALPC et de leur sécurisation. Aperçu de mise en œuvre : Lien Internet	
Commerce	: Ordonnance-Loi n°85 :035 du 3 septembre 1985 portant régime général des armes et des munitions	3 Septembre 1985
	Nul ne peut (...) exposer en vente, transporter, importer ou tenir en dépôt des armes et munitions de guerre ou leurs accessoires (...) art. 36. Une peine allant de 5 à 10 ans et une Amende dépassant 100.000 \$ sont prévus pour les personnes qui violent ces dispositions.	

:

ii) Les groupes et individus qui fabriquent, commercialisent, stockent, transfèrent ou possèdent illégalement des armes légères illicites, ainsi que ceux qui en financent illégalement l'acquisition ont-ils été identifiés ? Quelles mesures prévues par la législation ont été prises contre ces groupes et individus (PoA, sect. II, § 6).

Pour cette section, nous recommandons à la CNC de parcourir différents rapports du Groupe d'Experts des NU sur l'embargo des armes à destination de la RDC pour retrouver si des sanctions ont été recommandées ou appliquées contre les fabricants externes (notez qu'en RDC, il n'existe pas de fabricants d'armes), sur le stockage (après l'explosion de Mbandaka et de Kananga, qui sont récents, des sanctions ont-elles été appliquées ? Quelles ont été les raisons de ces explosions ? Aujourd'hui, pour des raisons diverses (autodéfenses, braconnage, ...) des civils, comme des militaires, possèdent illégalement des armes. Quelles sont des sanctions ou des mesures appliquées pour récupérer ces armes/sanctions appliquées. C'est l'occasion de parler du DDR.

iii) Quelles mesures ont été prises au niveau national, notamment sur les plans juridique ou administratif, contre toute activité qui viole un embargo sur les armes décrété par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies conformément à la charte des NU (PoA, sect. II, § 15) Mesures prises sur le plan national pour assurer le respect des embargos sur les armes décrétés par le conseil de sécurité. Dans l'entre-temps, il sera nécessaire de préciser le contexte de cet embargo en citant quelques résolutions prises par les NU.

Mesures prises sur le plan national pour assurer le respect des embargos sur les armes décrétés par le CS/NU

Domaine	Moyens légaux	Date
	<p>application des embargos sur les armes décrétés par le CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES. Cette matière a une faiblesse législative en RDCONGO mais elle est traitée dans la loi sur les ALPC de 2010 qui est en attente de promulgation par le Chef de l'ETAT.</p> <p>L'embargo sur les armes en RDC a été imposé par le CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES par la résolution 1493/2003 et concernait tous les groupes armés et milices étrangers ou congolais opérant sur les provinces du NORD KIVU, SUD KIVU et L'ITURI ainsi que les groupes qui ne sont partis à l'Accord Global et inclusif sur la transition en REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO. Par sa Résolution 1596/2005 le Conseil de Sécurité a ensuite étendu l'embargo sur les armes à tout destinataire en RDCONGO à l'exception de l'armée et de la Police Nationale CONGOLAISE. En juillet 2006 par sa résolution 1698/2006, le Conseil de Sécurité des nations unies a reconduit pour un an l'embargo, puis par les résolutions 1771/2007 et 1799/2008 Jusqu'au 31 mars 2008. La résolution 1807/2008 a RECONDUIT CET EMBARGO jusqu'au 31 décembre 2008 et limité son application aux entités non gouvernementales et personnes opérant sur le territoire de la RDCONGO.</p> <p>La Résolution 1807/2008 a supprimé l'obligation faite AU GOUVERNEMENT CONGOLAIS suivant lequel tout envoi autorisé d'armes devait se faire exclusivement sur les sites désignés par le gouvernement en concertation avec la MISSION DE L'ONU EN RDCONGO. Cependant, en application de l'article 5 de cette résolution, tous les Etats doivent notifier au Comité des sanctions du Conseil sur la RDCONGO, tout envoi d'armes et de matériels connexes en RDCONGO et toute fourniture d'assistance, de conseil ou de formation ayant un rapport avec la conduite d'activités militaires dans le pays. Par la Résolution 1857/2008, l'embargo défini dans la résolution 1807/2008 a été reconduit jusqu'au 30 novembre 2009. Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo est prié au paragraphe 11 de la Résolution 1857/2009 DE COOPERER INTENSEMENT avec le Groupe d'experts désignés par le Secrétaire Général des Nations UNIES en échangeant des informations sur la livraison d'armes. Pour donner suite à toutes ces dispositions, la RDCONGO respecte toutes les consignes du CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES par la création</p>	

d'une unité d'évaluation Gouvernementale avec la MONUC (MONUSCO), l'échange d'informations avec le panel des Nations Unies dont la dernière équipe s'est séjournée en RDCONGO au mois d'Août et septembre 2011 et les résultats de cette enquête ont été encourageants et positifs pour la République Démocratique du Congo. Un autre niveau de contrôle se fait sur le plan interne avec une surveillance accrue de tous les services travaillant sur les désarmements (PNDDR, CNC, ARMEE et La POLICE NATIONALE). Il faut inclure dans ce contrôle tous les services œuvrant aux frontières de la RDCONGO. Les autres actions sont menées des pays frontaliers et au contrôle de différents courtiers opérant dans notre pays. La MONUSCO envoie toujours des rapports à ce sujet au niveau des NATIONS UNIES.

5. GESTION ET SÉCURISATION DES STOCKS

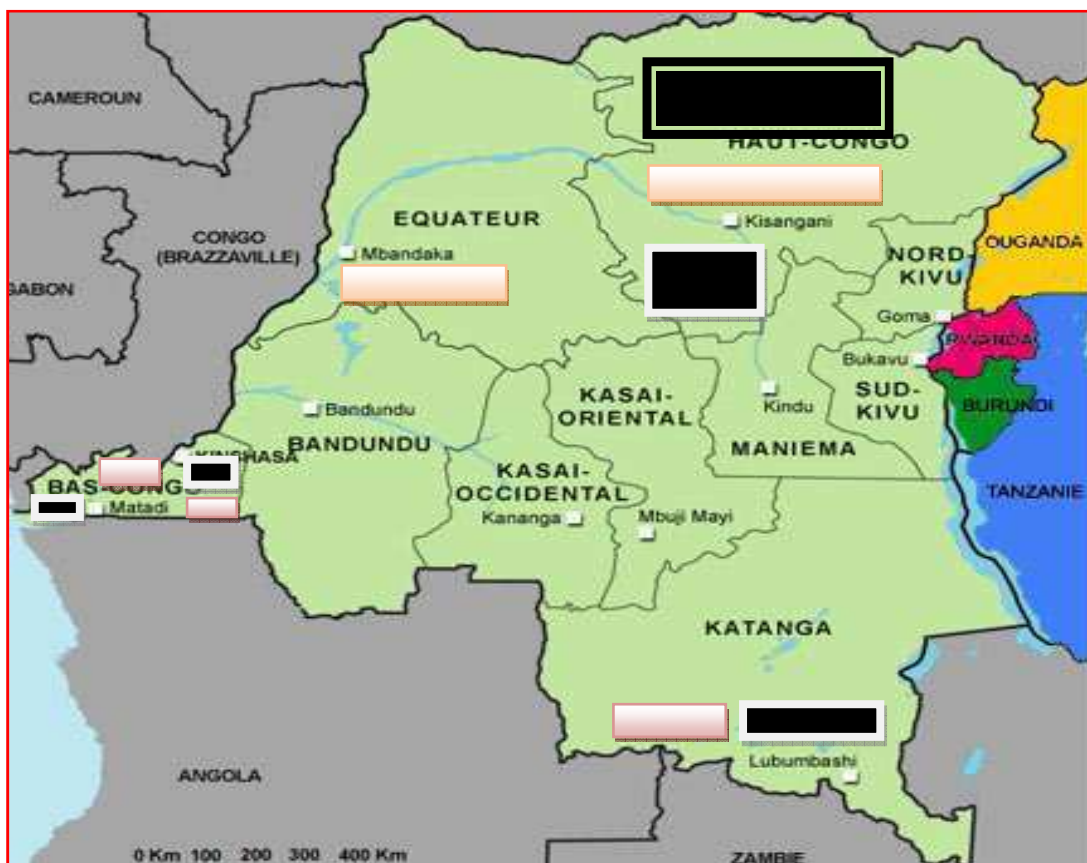


Image des zones d'intervention du projet « to combat illicit arms circulation », Phase I & II (Finance :Allemagne et Australie



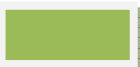
-  : Exécution en cours du Projet financé par l'Allemagne (phase I)
-  : Exécution future du projet, avec le prochain financement de l'Australie (Phase II)
-  : Zones non encore exécutées



Image de l'Installation de deux dépôts mobiles d'armes préfabriquées à la Prison de Makala (Kinshasa-RDC) dans le cadre de la mise en œuvre du projet financé par le gouvernement Allemand (Phase I)

i) Besoins identifiés pour les FARDC et la Police Nationale Congolaise : L'état congolais sollicite l'assistance de la communauté internationale selon 5 Axes Majeurs (AM) :

- AM 1** : élaboration de standards nationaux pour la sécurité et la gestion des stocks d'armes et de munitions
- AM 2** : élaboration d'outils d'évaluation des conditions sécuritaires et de stockage des munitions, en vue de préciser les besoins en rénovation d'infrastructure de stockage
- AM 3** : mise en œuvre d'une politique de réhabilitation des dépôts logistiques régionaux ainsi que les unités spéciales logistiques (magasins de stockage des munitions) des FARDC et de la PNC
- AM 4** : mise en place d'un programme de formation technique interministériel (Ministère de la Défense et Ministère de l'Intérieur) lié aux armes et aux munitions (sécurité, gestion des stocks, mise en œuvre des visites techniques des munitions et des procédures d'élimination etc.) au profit des spécialistes en Ordonnance, des personnels du Corps du Génie militaire des FARDC et de la Police Nationale Congolaise.
- AM 5** : mise en place d'une traçabilité des stocks d'armement individuel, voir collectif, par le marquage de toutes les armes de dotation des FARDC, puis de la PNC et assurer le développement d'une base de données relative à ces stocks. (en référence au protocole de Nairobi –article 6a)

ii) Normes et procédures nationales de gestion et sécurisation des stocks d'armes légers détenus par l'armée, la Police et tous les autres organes autorisés (Douanes, Immigration, Police judiciaire des parquets, ...).

L'O.L de 1985 traite du stockage sécurisé des ALPC en général et de celles détenues par les forces de sécurité. Il existe des dispositions sur le stockage d'armes par les marchands d'armes (voir ordonnance N°85-212 du 3 sept 1985 portant mesures d'exécution de l'O.L N°85-035 du 3 sept 1985 portant régime général des armes et munitions (article 14).

Les textes législatifs existants à ce jour ne définissent pas de manière satisfaisante les critères techniques à appliquer pour la gestion sécurisée des stocks d'armes et de munitions.

Dans la plupart de cas, les explosions sont dues à une mauvaise gestion des stocks d'armes et munitions :

- Absence de normes nationales et internationales (standards internationaux)
- formation insuffisante du personnel technique chargé de la gestion des stocks ;
- mauvaises conditions de stockage dans des infrastructures obsolètes,
- inexistence d'un système de formation technique cohérent et exhaustif au profit des spécialistes ordonnances des FARDC et de la PNC

Le dernier dans l'histoire de l'Armée Nationale fut l'explosion de Centre d'entraînement de KIBOMANGO à Kinshasa au mois d'Octobre 2011 dont le dégât matériel était considérable. C'est ainsi que l'appel est lancé à la communauté internationale d'aider la République Démocratique du Congo pour la construction des dépôts répondant aux normes et aux standards internationaux à travers les 26 Provinces que compte la RDCONGO. Le travail dans ce domaine est immense et constitue une priorité pour notre pays.

Recommandation : mettre en œuvre sans délai les axes majeurs AM1, AM2, AM3 et AM4

iii) Critères d'identification des armes légères en excédent dans les stocks détenus par l'armée, la Police et les autres organes autorisés.

Les critères de tri des armes et munitions justifiables d'une action d'élimination relèvent exclusivement de la responsabilité des autorités congolaises. La mise en œuvre des actions de tri des stocks est de la responsabilité de la chaîne logistique des FARDC qui s'appuient sur l'expérience des rénovateurs. Il y a également les critères qui sont énoncés par le protocole de NAIROBI, la Convention de la SADC et la Convention de Kinshasa que la RDCONGO a signé et ratifié .

iv) Fréquence de contrôle des stocks détenus par l'armée, la Police et les autres organes

Les contrôles des stocks des armes et munitions se limitent, au mieux, à des actions de décompte quantitatif mais les visites techniques qualitatives des stocks ne sont pas réalisées. Cet état de fait explique d'une part le mauvais état général des stocks d'armement, la dégradation des stocks de munitions qui représentent désormais un danger permanent pour les populations civiles, et d'autre part l'absence de transparence sur les niveaux quantitatifs des stocks. Le projet de gestion et de sécurisation des stocks est financé pour sa phase I par la République Fédérale d'Allemagne et le sera dans la phase II par l'AUSTRALIE, et commencera au mois de mars 2012 dans les provinces de KINSHASA, BAS-CONGO, PROVINCE ORIENTALE et KATANGA qui marche bien sur le déploiement des antennes provinciales et la Deuxième phase financé par les australiens prendra en compte la province de l'EQUATEUR AVEC LA VILLE DE MBANDAKA . Ici également , l'appel est lancé aux autres bailleurs bilatéraux comme multilatéraux pour accompagner la

RDCONGO dans ce projet gigantesque tenant compte de la superficie de notre pays et surtout de 26 Provinces qui restent à travailler.

Recommandation : mise en place d'une traçabilité des stocks d'armement individuel, voire collectif, par le marquage de toutes les armes de dotation des FARDC, puis de la PNC et assurer le développement d'une base de données relative à ces stocks. (En référence au protocole de Nairobi –article 6)

6. COLLECTE ET ÉLIMINATION

i) Les programmes de collecte

La collecte des armes et des munitions s'effectue actuellement selon quatre mécanismes distincts :

-La collecte des armes et munitions des ex-combattants congolais (groupes éligibles du programme AMANI) dans le cadre du PNDDR

-La collecte des armes et munitions des ex-combattants étrangers (Rwandais, Ougandais, Burundais) dans le cadre du programme DDRRR de la MONUC(MONUSCO).

☐☐La collecte des armes des communautés (désarmement communautaire) mené par CNC sous l'égide des FARDC et la POLICE NATIONALE CONGOLAISE ainsi que les différents partenaires impliqués dans le domaine des ALPC.

☐☐La collecte des armes et des munitions étatiques (après la phase de tri qui relève de la responsabilité des autorités congolaises) par l'ONG MAG qui travaille sous couvert d'un double agrément du ministère de la Défense et du Ministère de l'Intérieur. Il faut ajouter à cela , le projet de désarmement communautaire DANS LE District de l'ITURI DANS LA PROVINCE ORIENTALE qui aura lieu au mois de février 2012 sur financement du PNUD / BCPR GENEVE.

ii) Destruction des stocks excédentaires

La responsabilité de la destruction des stocks d'armes et de munitions excédentaires, obsolètes ou sans emploi des FARDC et de la PNC a été confiée à l'ONG MAG en mai 2007 par un agrément du Ministre de la Défense, renforcé en avril 2009 par un agrément du Ministre de l'Intérieur.

Le bilan des actions menées par la République Démocratique du Congo dans le domaine de la destruction des stocks d'armes et de munition au 31 Décembre 2011 a été de plus de 242.567 armes et plus de 814 tonnes de munitions appartenant aux Forces des Armées de la République Démocratique du Congo, en sigle (FARDC) et remises après les opérations de tri effectuées par les rénovateurs de la chaîne logistique.

iii) Mesures prises au niveau national pour la protection des stocks excédentaires d'armes jusqu'à leur destruction

La Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de Violence Armée, en sigle (CNC-ALPC) est une coordination qui joue un rôle Capitale en République Démocratique du Congo.

Cette coordination ne peut être possible que par l'implantation des Antennes

Provinciales, une demande faite déjà aux Nations Unies et aux Centre Régional de Contrôle

des Armes Légères et de Petit Calibre dans la Région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les Etats Limitrophes. Il n'en demeure pas moins que cette demande et ces besoins ont trouvé aucun écho favorable du côté des Nations UNIES (UNODA) avec les assistances techniques et financières des pays suivants : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, les USA, . Tenant compte des besoins et des activités qui se trouvent dans le PLAN D'ACTION NATIONAL de 5 ans de LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO , nous lançons toujours un appel à la COMMUNAUTE INTERNATIONALE ET AUX PAYS qui peuvent assister et continuer à aider la RDCONGO pour relever le défi de la prolifération et de la circulation illicite des ALPC et de la VIOLENCE ARMEE EN RDCONGO.

iv) Destruction des armes légères confisquées, saisies ou collectées

Voir paragraphe ii)

v) Méthodes pour la destruction des surplus d'armes

Le Gouvernement Congolais a opté pour une destruction maîtrisée et professionnelle des armes. La technique mise en oeuvre est la découpe par cisaille hydraulique ou scie industrielle avec disque diamant. Le dispositif opérationnel du Gouvernement s'appuie sur :

☐ Une structure fixe établie dans l'enceinte de la Base Logistique centrale (KINSHASA, camp KOKOLO) équipée avec une cisaille hydraulique électrique et une autre à moteur thermique.

☐ Une structure mobile : équipes mobiles de destruction équipées de scies industrielles Aptes à effectuer des opérations de destruction de manière délocalisée.

vi) Des informations soumises aux organismes régionaux et internationaux

Compétentes sur les armes légères confisquées ou détruites dans votre juridiction.

Toutes les informations relatives aux actions de destruction menées par le Gouvernement de la RDC sont stockées dans des bases de données gérées régulièrement et diffusées par le Ministère de l'Intérieur et Sécurité, Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants et de Ministère des Affaires Etrangères.

7. AUTORISATION D'EXPORTATION

i) Système d'octroi de licence

L'importation, l'exportation, la fabrication et le commerce des armes sont soumis à l'obtention d'une autorisation préalable du Président de la République (article 18 de l'O.L N°85-035 du 3 septembre 1985 sur le régime des armes et munitions).

Toute personne physique agréée au titre d'importateur d'armes à feu ou des pièces détachées des armes, de munitions ou parties détachées de munition, est tenue préalablement à chaque importation, d'être autorisée par le Ministre de l'Intérieur et Sécurité ou son délégué.

L'autorisation d'importer est le modèle fixé par le Ministre de l'Intérieur et Sécurité ; il comporte une souche et deux volants. Le premier volant est destiné à la douane et le second à l'usage personnel de l'importateur. (Article 1 de l'Ord. N°85-212 du 3 septembre 1985 portant mesures d'application de l'O.L N°85-035 du 3 septembre 1985 sur le régime

des armes et munitions), qui sera complétée par la LOI sur les ALPC en attente de promulgation par le Chef de l'Etat.

Depuis l'adoption de cette réglementation, seuls l'Etat Major Général de l'Armée et le Ministère de défense et des anciens combattants ont mandat d'importer des armes et munitions en RDC eu égard aux besoins de défense et de sécurité. (Décret N° 019/2003 du 02 mars 2003 portant organisation et fonctionnement de la Maison Militaire du Chef de l'Etat).

ii) Certificats d'utilisation finale authentique

iii) Notification au pays exportateur d'origine en cas de réexportation

8. COURTAGE

La loi n°85-035 du 03 septembre 1985 ne prévoit pas le système de courtage en RDC car toute opération d'importation, d'exportation, de transfert, de transit et de courtage relève de l'autorisation préalable du Chef de l'Etat et du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants. Pour exercer les activités de courtage en ALPC en République Démocratique du Congo : l'autorisation des autorités commises en cette matière est une préalable indispensable mais la LOI sur les ALPC a prévu des dispositions dans ce domaine en RDCONGO.

9. MARQUAGE, ENREGISTREMENT ET TRAÇAGE DES ARMES

9.1 La République Démocratique du Congo ne fabrique pas les armes, mais l'Etat Congolais étant signataire du programme d'Actions des Nations Unies et du Protocole de NAIROBI et de la CONVENTION DE KISHASA, applique les mêmes principes en ce qui concerne le marquage, l'enregistrement et le traçage.

La difficulté relevée ici est que : la République Démocratique du Congo ne possède pas les vrais outils nécessaires sûrs pour procéder à ces opérations tenant compte des moyens maigres qu'elle possède. C'est ainsi que l'appel est lancé à la Communauté internationale afin d'assister la République Démocratique du Congo pour accomplir ces opérations.

9.2 La République Démocratique du Congo utilise les moyens rudimentaires pour marquer les armes d'où l'impossibilité de déterminer si le marquage est distinctif ou pas.

9.3 Actuellement la République Démocratique du Congo utilise le marquage électronique des armes de l'Etat, grâce aux trois (3) machines remises par le RECSA, don du Gouvernement Américain aux pays partie du Protocole de Nairobi mais avec 2.345.000 Km² de superficie et 11 Régions Militaires, la République Démocratique du Congo ne saura travailler convenablement. D'où l'appel lancé aux Nations Unies et aux autres bailleurs pour assister la République Démocratique du Congo avec d'autres machines.

9.4 Les autres informations sont les suivantes :

☐ L'année de fabrication des armes ;

- ☐ La performance ;
- ☐ Le pays d'origine des armes ;
- ☐ L'année de mise en circulation de l'arme ;
- ☐ La durée d'utilisation etc...

9.5 Les fabricants d'armes doivent tenir les registres concernant la fabrication, la possession et le transfert d'armes en République Démocratique du Congo sont tenus pendant au moins 10 ans.

9.6 La loi n° 85 / 035 du 03 septembre 1985 en précise les mesures adoptées pour faire la Traçabilité des armes légères détenues et mises en circulations par l'Etat, malgré L'insuffisance de cette dernière.

9.7 Les initiatives prises par la République Démocratique du Congo sont les suivantes :

- ☐ Les Opérations AMANI LEO ;
- ☐ KIMIA I et KIMIA II ;
- ☐ Les opérations conjointes FARDC et l'Armée Rwandaise et Ougandaise ;
- ☐ Les Opérations FARDC/MONUC à l'Est du pays et actuellement dans la Province de l'Equateur et dans la Province Orientale.

10. DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REINSERTION

10.1 La République Démocratique du Congo est maintenant sur le Programme National de Désarmement, Démobilisation, et Réinsertion (PNDDR). L'ancienne structure CONADER ayant échoué, la République Démocratique du Congo travaille maintenant Avec multi bailleurs sur le PNDDR (Banque Mondiale etc...). Il faut ajouter également les opérations de désarmement communautaire dont le DISTRICT d'ITURI constituera un exemple à étendre à travers tout le pays.

10.1.0 Désarmement

Jusqu'à présent, il n'y a pas vraiment de résultats probants car cette opération se déroule de façon incohérente. Néanmoins, le total des armes ramassées est reparti par secteur. Ce processus se fait en deux (2) étapes : le désarmement volontaire et le désarmement forcé

☐ **Le désarmement volontaire** : celui-ci concerne les Ex-Combattants des forces Régulières et les civils détenteurs illégaux d'armes de guerre. Pour les Ex-Combattants encours de réinsertion ou à réinsérer, le désarmement est précédé d'une déclaration volontaire individuelle ou collective d'armes détenues. Les détenteurs éligibles au programme sont traités en priorités dans le cas du financement de leurs activités génératrices de revenus et un bonus de « bonne volonté » ou de « participation au processus de paix » leur est accordé sous forme de financement complémentaire de leurs microprojets.

Les civils non Ex-Combattants qui déclarent volontairement les armes détenues sont considérées comme éligibles du PNDDR dans le volet réinsertion économique s'ils n'ont pas

d'emploi. Les autres civils ayant des emplois ou des sources viables de revenus et détenteurs d'armes qui manifestent la volonté de les remettre, bénéficient d'une « prime de participation au processus de paix » sous forme de kit de travail de leurs choix pour leur permettre de développer des activités complémentaires. Plusieurs projets sont repris dans le domaine de désarmement volontaire et communautaire des populations Civiles par la CNC .

☐ **Le désarmement forcé** : c'est une étape qui ne peut intervenir que si les résultats du désarmement volontaire sont jugés insatisfaisants. Il est réalisé par les forces armées selon les méthodes qui leur sont propres et dans des zones ciblées préalablement identifiées par les services spéciaux.

10.1.1 Démobilisation

Les stratégies suivantes sont appliquées :

- ☐ Sensibilisation des populations cibles et des populations d'accueil sur le programme Et incitation au retour dans les villages et localités des populations déplacées ;
- ☐ Cantonnement des Ex-Combattants dans les centres de démobilisation ;
- ☐ Vérification d'identité, recensement, enregistrement informatisation sur le programme, éducation civique et morale, information sur le VIH/SIDA, conseil psycho- social ;
- ☐ Collecte des données socio – économiques des Ex-Combattants
- ☐ Etc..

10.1.2 Réinsertion

La réinsertion est définie génériquement comme établissement d'une vie économiquement et socialement équilibrée et durable dans la communauté d'accueil de l'ex-combattant. Elle se traduit au plan social par l'acceptation d'un ex-combattant et de sa famille dans sa communauté d'accueil et par sa participation aux activités communautaires.

La réinsertion est alors le processus à l'issue duquel un ex-combattant sans emploi est intégré et réintégré dans la vie active par l'acquisition des moyens de subsistance sans faire appel aux armes et acquiert une indépendance économique et financière à terme grâce à la pérennité de ses activités génératrices de revenus. Le Congo a inséré jusque maintenant plus de 567.000 ex-combattants

10.1.3 Les principales activités organisées ou besoins des enfants touchés par les conflits armés auxquels notre pays fait face sont les suivants :

- ☐ Une étude socio-économique sur les enfants ex-combattants ;
- ☐ La formation technique des enfants ex-combattants qui passent par la création des écoles dans les milieux où ils sont, ou la réhabilitation des celles-ci (écoles existantes déjà) dans les domaines d'activités qu'ils ont choisies ;
- ☐ Le Financement des micro – projets pour permettre aux enfants et aux communautés d'accueil d'en bénéficier ;
- ☐ L'appui à la mise en oeuvre des micro - projets ;
- ☐ L'étude d'impacts ;

- ☐ Le financement de la formation technique et professionnelle ;
- ☐ La recherche des lieux de placement dans le cadre des projets à haute intensité de main d'oeuvre.

10.1.4 La République Démocratique du Congo appuie les programmes ou les activités de Désarmement, démobilisation et réinsertion suivants :

- ☐ Les activités de réinsertion globales pour assurer une réinsertion sociale :
 - ☐ Des causeries – débats sur la paix et la cohésion sociale sur les infections Sexuellement transmissibles (IST), la prostitution et la pauvreté ;
 - ☐ Des offices religieux œcuméniques ;
 - ☐ Des pièces de théâtres ;
 - ☐ Des tournois sportifs multidisciplinaires ;
 - ☐ De journées culturelles, artistiques et d'émulation (danses traditionnelles, opéra, ballets etc...) en vue de recréer les conditions de vie associative et récompenser les mérites ;
 - ☐ De notions en gestion des infrastructures de base ;
 - ☐ Des sessions d'instruction civique et éducation morale.
 - ☐ Les consultations et soins psychothérapeutiques et médicaux :
 - ☐ Consultation psychologique ;
 - ☐ Psychothérapie ;
 - ☐ Consultations médicales ;
 - ☐ Examens médicaux et para cliniques
 - ☐ Soins médicaux.
 - ☐ Assistance aux Ex-combattants invalides :
- Une assistance spécifique est apportée aux Ex-combattants invalides par l'octroi de prothèses, des chaises roulantes ou tricycles et de béquilles. Une attention particulière sera accordée à leur formation spécifique.

11. SENSIBILISATION

11.1 Les programmes de sensibilisation de la population et de renforcement de la confiance élaborés et appliqués par la République Démocratique du Congo passent par les étapes suivantes :

- ☐ Sensibilisation au niveau des communautés pour la préparation à un désarmement volontaire ;
- ☐ Sensibilisation au niveau des acteurs étatiques pour la préparation des stratégies capables à désarmer et déceler les excédents des ALPC susceptibles à être détruites.

La République Démocratique du Congo a également établi un processus de destruction des ALPC qui se poursuit actuellement à travers les provinces par le gouvernement, la MONUSCO et certaines organisations internationales spécialistes dans le domaine.

11.2 La République Démocratique du Congo a mis sur pied à travers la Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de Violence Armée et le PNUD, un programme de formation des formateurs à travers les ONGs et les acteurs étatiques en organisant les ateliers dans toutes les provinces et l'installation des

antennes provinciales qui à leur tour sensibilisent la population par des spots publicitaires, l'organisation de focus group et des ballets. Mais ces programmes souffrent des moyens de financement tenant compte de la dimension de la République Démocratique du Congo.

B. NIVEAU REGIONAL

1. INSTRUMENT JURIDIQUE CONTRAIGNANT

1.2 Dans toutes les négociations régionales et sous régionales concernant l'instrument juridique contraignant, la République Démocratique du Congo participe toujours, au niveau de l'Union Africaine dans la Commission de Paix, au niveau de la CEEAC à la section COPAX et MARAC et actuellement dans le Comité Consultatif Permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale avec l'élaboration de code de conduite des forces de défense et de sécurité.

1.3 Tous les documents de la CEEAC, le Protocole de NAIROBI, SADC, COMESA, la CONVENTION DE KINSHASA etc., ont été signés et ratifiés par la République Démocratique du Congo et les mesures issues de ces accords s'appliquent intégralement en République Démocratique du Congo pour respecter le Programme d'Action des Nations UNIES de 2001 .

2. MORATOIRES ET PROGRAMME D'ACTION

La République Démocratique du Congo et la sous région de l'Afrique centrale ont déjà une CONVENTION sur les Armes Légères et de Petit Calibre, connue sous l'appellation de la CONVENTION DE KINSHASA, adoptée le 30 AVRIL 2010 à KINSHASA, capitale de la République Démocratique du Congo.

2 COOPERATION REGIONALE

2.1 La République Démocratique du Congo, au niveau de la sous région de l'Afrique Centrale a participé à la mise en place : du MARAC, COPAX et à l'initiative de « SAOTOME ».

- ☐ Elle est entrain de participer et d'encourager le code de bonne conduite de forces de défense et de sécurité initié par le Comité Consultatif Permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique ;
- ☐ Avec les pays voisins tels que la République du Congo et la République Centrafricaine, les opérations de patrouilles mixtes sur le fleuve Congo et les rivières UBANGI -SANGA ;
- ☐ La Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, la »Tripartite +1 «
- ☐ Au niveau de la SADEC : l'unicité douanière et un contrôle mixte sur l'importation et l'exportation des ALPC ;
- ☐ La République Démocratique du Congo est membre des Etat de la COMESA ;
- ☐ Les différentes opérations mixtes militaires RDC, Rwanda et l'Ouganda continuent à s'intensifier pour traquer la LRA, FDLR et autres forces négatives opérant dans leur territoire respectif ;

2.2 La République Démocratique du Congo a encouragé la signature et la ratification du Protocole de NAIROBI, l'initiative de SAO-TOME (2006), le Conseil de Paix de l'Union Africaine (2007) , le Protocole des pays de la SADEC (2007)et dernièrement la CONVENTION DE KINSHASA.

C.NIVEAU MONDIAL

1. instrument internationaux contre le terrorisme et la criminalité

La République Démocratique du Congo a ratifié et adhéré aux instruments internationaux suivants :

- ☐ Programme d'Action des Nations Unies (2001) ;
- ☐ Protocole de Nairobi de 2004 ;
- ☐ La convention sur l'interdiction des armes biologiques (CIAB) ;
- ☐ La convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) ;
- ☐ Le traité sur la non prolifération des armes nucléaires (TNP) ;
- ☐ L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) ;
- ☐ La Convention sur la Protection Physique des Matières Nucléaires (CPPNM) ;
- ☐ Le Traité d'interdiction Complète des Essais Nucléaires (TICE) ;
- ☐ Zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) ;
- ☐ Code de Conduite de la Haye (HCOG) ;
- ☐ Code de normes visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial, déclaration d'intention à la mise en oeuvre du code SAFE (OMD SAFE) ;
- ☐ La Convention d'Oslo (2008) relative à l'élimination des bombes à sous-munitions ;
- ☐ La Résolution 1540 (2004) ;
- ☐ Participation à l'élaboration du contenu du Projet de traité International sur le Commerce des ALPC (2008) ;
- La Convention de KINSHASA pour ne citer que ceux-là.

1. COOPERATION ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

1.1 La République Démocratique du Congo a fourni les Assistances techniques et financières suivantes :

- ☐ L'Adhésion au Programme d'Action des Nations Unies (Technique) ;
- ☐ La facilitation et la surveillance des «équipes ou des enquêteurs qui travaillent sur le terrain (Technique) ;
- ☐ L'acheminement des armes et des munitions faisant l'objet de destruction vers les bases logistiques par les moyens propres de la République Démocratique du Congo (Technique);
- ☐ La Coopération Gouvernementale à l'égard des opérateurs commis dans ce domaine de la recherche pour les ALPC (Technique);
- ☐ La participation de la République Démocratique du Congo dans les exercices militaires visant à combattre le commerce illicite des ALPC (Technique);
- ☐ La mise à la disposition de la MONUSCO par la République Démocratique du Congo des unités de la police en vue du maintien de la paix (Technique) etc....

1.2 Jusqu'à présent la République Démocratique du Congo n'a pas vraiment reçu des aides représentatives et significatives de la Communauté Internationale visant, prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des ALPC. Les aides et assistance, financières qui sont mises à la disposition de la République Démocratique du Congo, sont celles que nous qualifions d'indirectes, c'est-à-dire gérées soit par les organisations internationales ou par les agences des Nations Unies.

La République Démocratique du Congo souhaite que son assistance technique et financière soit directe, c'est-à-dire sans intermédiaire entre les bailleurs et la République Démocratique du Congo et que cette aide passe par le gouvernement congolais (Commission Nationale de Contrôle des ALPC et Réduction de Violence Armée).

Les intermédiaires devront conjointement travailler avec la RDC à travers ses structures sur un programme réaliste et réalisable afin d'éviter la lenteur dans la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies en RDC.

1.3 Dans le Programme de l'initiative de SAO-TOME qui exige que l'Afrique Centrale soit une sous région sans armes, la République Démocratique du Congo a adhéré et soutient l'initiative en pour une entraide judiciaire et autres formes de coopération. Le COPAX et le MARAC au sein de la Communauté des Etats de l'Afrique Central (CEEAC) constituent des preuves éloquentes qui montrent que la République Démocratique du Congo soutient l'entraide judiciaire et d'autres formes de coopération. Le fait que la République Démocratique du Congo ait adhéré au Programme d'Action des Nations Unies sur les ALPC de 2001, constitue une grande initiative de celle-ci (République Démocratique du Congo) à développer l'entraide judiciaire. La volonté politique de la République Démocratique du Congo se trouve également dans la Proposition de loi portant Prévention, Contrôle et Réduction des Armes Légères et de Petit Calibre et de Munitions en République Démocratique du Congo (Projet de loi en étude au Parlement).

1.4 Pour rendre plus efficace la lutte contre le commerce illicite des ALPC, la République Démocratique du Congo, a créé des Commissions face à ce fléau multiformes :

- ☐ La Commission de lutte antidrogue pilotée par le Ministère de la Justice et de Garde de Sceaux (2006);
- ☐ La Commission Nationale de Contrôle des Armes légères et de Petit Calibre, piloté par le ministère de l'intérieur et Sécurité (2008);
- ☐ La ratification de tous les traités ayant trait à la criminalité transnationale organisé et au terrorisme, la République Démocratique du Congo compte parmi les pays membres du G21 (1975) ;
- ☐ La création de la police des frontières et surtout la restructuration de service des douanes(2007) ;
- ☐ La République Démocratique du Congo collabore étroitement avec les services de l'Interpol pour une assistance efficace.

1.5 Dans ce domaine, l'Interpol est depuis 2005, membre de plusieurs commissions créées par la République Démocratique du Congo dans la lutte contre le commerce illicite des ALPC

et surtout l'identification des groupements et des individus qui se livrent à ce commerce sont signalés au gouvernement de la République Démocratique du Congo par l'Interpol et d'autres services compétents en la matière.

1.6 Les informations détaillées sur la manière dont la République Démocratique du Congo utilise la base des données du système international de dépistage des armes et des explosifs d'Interpol et elle enrichit cette base (notamment en fournissant des informations utiles sur le commerce illicite des ALPC). (Prog d'Action, Sect. III, Pg 9) par le canal de l'Interpol.

1.7 Dans le cadre des embargos décidés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. La République Démocratique du Congo coopère avec les organismes des Nations Unies aux fins de l'application effective des embargos. Il y a deux volets :

☐ **1er volet** : la République Démocratique du Congo est sous embargo : elle est tenue de s'interdire de toute importation ou exportation des armes décrétées en embargo par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. La République Démocratique du Congo doit également éviter d'utiliser les voies informelles, c'est-à-dire les Etats qui se constituent comme courtiers pendant cette période d'embargo, il y a le panel (Inspecteurs de l'ONU) des Nations Unies qui contrôlent le respect des embargos imposés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

☐ **2ème volet** : tout en étant frappé par l'embargo, la République Démocratique du Congo constitue un pays de transit pour certains pays voisins. Il serait logique pour elle de s'interdire le transit d'armes sur son territoire national. Ici également le panel des Nations Unies intervient pour l'inspection dans le pays de transit, comme celui frappé par l'embargo du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

1.8 La République Démocratique du Congo étant partie prenante du « Programme d'Actions des Nations Unies de 2001 » et partie du Protocole de NAIROBI, qui encouragent le courtage licite des armes légères et de petit calibre a conclu avec les Etats de l'Afrique Centrale(CEEAC) et dans l'initiative de SAO-TOME de bannir le courtage illicite des armes légères et de petit calibre et de poursuivre leurs auteurs qui sont à la base de la prolifération et du commerce illicite des ALPC.

Les accords entre les Etats de l'Afrique Centrale mettent en exergue la révision systématique du courtage dans le domaine des armes. La même préoccupation est partagée par l'Union africaine pour tous les Etats partie de cette organisation régionale.

3. COOPERATION AVEC LA SOCIETE CIVILE ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (NATIONALES et INTERNATIONALES)

La République Démocratique du Congo coopère étroitement avec la société civile et les organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine des ALPC et cette coopération est très appréciée par les faits suivants :

- ☐ Au niveau de la Structure Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre, la société civile est représentée au niveau élevé, c'est-à-dire au niveau du Comité National avec deux délégués et ce à tous les niveaux de la Structure Nationale (Provinciale, District etc.)
- ☐ Le gouvernement à travers la Commission Nationale de Contrôle des ALPC facilite la société Civile et les organisations non gouvernementales nationales pour disposer des documents de l'Etat qui leur permettent de travailler sans heurt sur le terrain.
- ☐ Le gouvernement Congolais dans les aides lui accordées par les Nations Unies, prévoit également la quote-part pour la Société Civile dans le cadre de la sensibilisation de la population sur les méfaits que représentent les ALPC. Cette sensibilisation passe par les ateliers de formations des formateurs etc...
- ☐ La société Civile et les organisations non gouvernementales nationales œuvrant dans le domaine des ALPC sont organisées en réseaux soutenus par la République Démocratique du Congo à travers le PNUD et autres bailleurs de fonds. Elles prennent part active aux activités de CNC-ALPC ;

4. ECHANGE D'INFORMATIONS

4.1 La République Démocratique du Congo n'ayant pas encore développé le système de marquage exigé par le Programme d'Action des Nations Unies, utilise seulement le système des cahiers registres des armes en matière d'échange d'information. Le marquage et le traçage des armes font l'objet d'un grand programme de la République Démocratique du Congo d'ici 2016. Qu'à cela ne tienne, en dehors de la CEEAC, de la SADC et actuellement avec les Nations Unies, la République Démocratique du Congo a pris les mesures louables de marquer ces armes prochainement, c'est ce qui explique l'envoi des machines de marquage à sec par RECSA (Régional Centre on Small Arms) basé à NAIROBI au KENYA pour le suivi du Protocole de NAIROBI.

4.2 Pendant les rencontres de la CEEAC, de la SADC, Union Africaine et le Comité Consultatif Permanent des Nations Unies sur les questions de Sécurité en Afrique Centrale dans le volet désarmement, la République Démocratique du Congo fournit régulièrement les informations sur le déroulement du processus PNDDR depuis 2003 jusqu'à ce jour.

5. FORMATION, RENFORCEMENT DES CAPACITES ET RECHERCHE

5.1 Dans ce volet de développement de la coopération des échanges de données d'expérience et la formation du personnel compétent, la République Démocratique du Congo a pris les initiatives de développer le réseau d'informations entre elle et les pays frontaliers qui sont au nombre de 9. C'est ainsi qu'il y a la Tripartite + 1 (République Démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda), la concertation annuelle commission mixte) la République Démocratique du Congo et la République du Congo, commission mixte la République Démocratique du Congo et la Zambie.

Au niveau de la sous région, les échanges se passent au sein des organisations comme la CEEAC, la SADC, le Protocole de NAIROBI et la Conférence des Pays de Grands Lacs, aux niveaux bilatéral et multilatéral.

Formation des Experts Congolais dans le domaine des ALPC et la sécurité par les Etats Unis au niveau du Centre Africain pour le Leadership, l'Union Européenne, la Belgique, la France, la Hollande, La MONUSCO et le PNUD.

La restructuration de la police et des services de sécurité bénéficie également de l'attention de la coopération internationale pour les échanges des données d'expérience.

La participation de la République Démocratique du Congo aux différentes conférences organisées par les Nations Unies pour le désarmement.

5.2 Au niveau régional, RCSA organise des formations relatives au marquage et à la gestion des stocks pour les officiers de l'armée et de la police nationale. Il y a également le mécanisme de construction d'armuriers qui se dispense dans le programme de la sécurisation des stocks au niveau des officiers de l'armée et de la police nationale.

En dehors de RCSA, il y a la République Sud Africaine et l'Angola qui interviennent dans le même programme de formation des spécialistes de la gestion et de la sécurisation des stocks d'armes légères et tous ces programmes sont soutenus par le gouvernement congolais.

5.3 En 2007, la République Démocratique du Congo a soutenue une étude organisée par l PNUD sur le renforcement de la capacité gouvernementale de contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de Violence Armée.

1 - Titre de l'étude : « ANALYSE DES CAPACITES GOUVERNEMENTALES ET DES OUTILS NORMATIFS EN VIGUEUR DES ARMES LEGERES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO »

2 – 2008 avec le PNUD : Titre : « DIAGNOSTIC DE SECURITE COMMUNAUTAIRE A FATAKI EN ITURI »

3 – ETUDE SUR LA PERCEPTION DE L'INSECURITE A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO EN 2010.

a. La République Démocratique du Congo pour se conformer aux normes et au standard de Nations Unies et du Protocole de Nairobi sur le plan de la législation a élaboré la proposition de Loi portant Prévention, Contrôle et Réduction des Armes Légères et de Petit Calibre et de Munitions en République Démocratique du Congo, version adoptée par l'Assemblée Nationale et le Sénat en date du 27 Novembre 2010 et soumis au Chef de l'Etat pour la Promulgation.

b. Tenant compte de l'immensité du territoire de la RDC, qui se caractérise par 10.300 Km², 10 pays voisins et plus de 60.000.000 d'habitants et du danger permanent que représente la circulation et le commerce illicite des Armes Légères et de Petit calibre ainsi que les effets néfastes engendrés par cette prolifération, la RDC invite la Communauté Internationale et en particulier les Nations Unies à travers ses organes d'exécution et RECSA à continuer à apporter leur soutien à la République Démocratique du Congo.

Fait à Kinshasa le 4 Janvier 2012

Monsieur **José IKONGO ISEKOTOKO BOYOO**

-Directeur Expert au Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Aménagement du Territoire

-Secrétaire Permanent de la Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre et de Réduction de Violence Armée en République Démocratique du Congo.

-Téléphone : (+243) 015 167 010 / 815 006 825

-E-mail : joseikongo@yahoo.fr /cnc_alpc_rdc@yahoo.fr

-Adresse : Avenue Tombalbaye n°41, Immeuble ZEKA 4ème Niveau Commune de Gombe

LES ANNEXES

Annexe 1 : STATISTIQUE DES ALPC DETRUITES

Annexe 2 : IMAGES DES ACTIVITES REALISEES.

Annexe 1 : STATISTIQUE DE DESTRUCTION DES ARMES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DE 2006 à 2011

- 2006 : 67.623 armes et 214 tonnes de munitions ;
- 2007 : 82.425 armes et 316 tonnes de munitions ;
- 2008 : 87.000 armes et 411 tonnes de munitions ;
- 2009 : 100.425 armes et 479 tonnes de munitions
- 2010 à 2011 : 416 armes et 810 tonnes de munitions

Annexe 2 : IMAGES DES ACTIVITES REALISEES PAR LA CNC-ALPC EN 2010 ET 2011



Présentation officielle des machines de Marquage des armes par le Secrétaire permanent de la CNC-ALPC au Ministre des Affaires Etrangères



Destruction Officielle de la 100.000° arme par le Ministre des Affaires Etrangères, Représentant du Chef de l'Etat



Photo de l'atelier de validation des résultats de l'étude sur la perception de l'insécurité à l'Est de la RDC ; étude réalisée par le consortium Grip-Bicc en 2010



Photo de l'Atelier d'élaboration du plan d'action national de gestion et contrôle des ALPC en RDC : 2012-2016



Photo de l'Atelier de Formation des Officiers et sous-officiers des Forces Armées de la RD Congo sur le contrôle des ALPC et le Désarmement



Photo de l'Atelier de Formation des Officiers et sous-Officiers de la Police Nationale Congolaise sur le contrôle des ALPC et le Désarmement